

Extrait du Rencontres Sociales

<http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article2901>

"Madrid, Athènes, Lisbonne, Paris : SOS pour le dialogue civil"

- Regards -

Date de mise en ligne : lundi 20 juin 2011

Description :

Nous publions ici un "regard" associatif, publié par la Lettre de la CPCA, sur les mouvements des Indignés tels qu'ils se développent en Europe.

Rencontres Sociales

Nous publions ici un "regard" associatif, publié par la Lettre de la CPCA, sur les mouvements des Indignés tels qu'ils se développent en Europe.

"Dans une Europe durement frappée par la crise, la demande citoyenne pour plus de démocratie se fait de plus en plus vive. Les mouvements sociaux des dernières semaines voire des derniers mois font apparaître un rejet des formes classiques d'engagement et qui interroge donc le rôle du mouvement associatif et des pouvoirs publics dans le cadre du dialogue civil.

Le 15 mai dernier, plusieurs dizaines de milliers d'Espagnols ont répondu à un appel du collectif Democracia real ya ! (Démocratie réelle maintenant !) diffusé via les réseaux sociaux, Facebook et Twitter. S'en est suivi plusieurs semaines de campement à la Puerta del Sol, campement qui a été démantelé ce dimanche. Des mobilisations citoyennes au croisement de la politique, de l'économique et du social

Los indignados (« les indignés », ce terme faisant suite au livre de Stéphane Hessel publié en 2010) ont exprimé le ras-le-bol d'une jeunesse en proie à la crise économique et sociale, aggravée par un plan d'austérité draconien. Avec 21% de la population active au chômage, ce sont les jeunes générations qui paient le plus lourd tribut à la crise : près d'un jeune sur deux est au chômage.

Les indignés espagnols ont revendiqué par ailleurs leur filiation avec le printemps arabe, en termes de modes d'action en particulier (réseaux sociaux, campements, etc.). Il ne doit pas y avoir de confusion entre certains régimes dictatoriaux du sud de la Méditerranée ou d'ailleurs et l'Espagne démocratique. Mais l'indignation des citoyens et citoyennes espagnol-e-s face à une démocratie qu'ils estiment incomplète ne doit pas être prise comme un simple mouvement d'humeur d'une jeunesse désenchantée.

En effet, les revendications des indignés espagnols se sont propagées comme une traînée de poudre dans une Europe malade de la crise : en Grèce, en France, au Portugal, de nombreuses personnes se sont mobilisées et se mobilisent encore pour exiger que les mesures d'austérité imposées par les gouvernements soient le fruit d'un débat politique large dans lequel les citoyennes et citoyens pourront faire entendre leur voix et faire valoir leur choix.

Dans ces pays, les réalités économiques et sociales sont bien différentes. Pourtant dans les deux cas, il y a une même demande d'appropriation ou de réappropriation du politique. Dans les révolutions arabes, il s'agit de récupérer un pouvoir confisqué par un régime dictatorial alors qu'en Europe, les citoyens expriment une révolte contre un vote qui, selon eux, aboutit, quelque soit le résultat, aux mêmes décisions, comme si le politique n'avait plus d'emprise sur le réel.

Archipelisation citoyenne : comment expliquer le rejet de l'engagement traditionnel ?

La spécificité de ces mouvements, comme d'autres avant eux, c'est le refus des citoyennes et des citoyens qui s'y engagent d'être « récupéré-e-s » par des structures organisées, qu'elles soient politiques, syndicales ou associatives. L'individu est au centre de ces mobilisations où les organisations traditionnelles d'engagement sont souvent vilipendées.

Il est sans doute inexact de parler d'individualisation, dans la mesure où le collectif est une notion centrale à ces mouvements sociaux. Pourtant, c'est bien à une segmentation, à une archipellisation, voire à un éclatement du mouvement social à laquelle nous assistons.

Ce phénomène doit interroger les structures traditionnelles de l'engagement : pourquoi les revendications qui s'expriment aujourd'hui à Madrid, Athènes, Paris ou Lisbonne, ne trouvent pas leur place dans les organisations préexistantes. S'agit-il d'un échec des organisations à prendre en compte les aspirations d'une certaine partie de la jeunesse, faute notamment d'un renouvellement de ses instances ? S'agit-il d'une incapacité des pouvoirs publics à faire du dialogue civil une priorité, en conséquence de quoi les associations ne trouvent pas de débouché politique pour les valeurs qu'elles défendent ?

Ces questions restent ouvertes mais doivent contribuer à nous interroger, nous, mouvement associatif organisé, sur notre rôle de corps intermédiaire, de « courroie de transmission » des aspirations citoyennes."